

# Résultats des directives néolibérales

HAMID ELKAM

KAMAL LAHBIB



Deux décennies d'application des directives des institutions financières internationales ont abouti à une crise financière persistante, à un surendettement, à un manque d'engagement du gouvernement vis-à-vis des secteurs sociaux à la base, à une féminisation indéfendable de la pauvreté et à la violation quotidienne des droits humains.

## Santé: les moyennes officielles cachent des inégalités

Les indicateurs officiels font état d'une amélioration des soins de santé pour les populations. L'accroissement du nombre de centres de soins de santé de base a réduit le nombre de personnes par centre de 13.208 en 1999 à 12.662 en 2000. Durant la même période, le nombre d'habitants pour un médecin a baissé de 2 372 à 2 309.

Cependant, ces statistiques cachent la terrible réalité des disparités entre zones et secteurs sociaux: à Casablanca, on compte un médecin pour 275 personnes dans les quartiers résidentiels, et un docteur pour 16.660 personnes dans les quartiers ouvriers.<sup>1</sup> Au Maroc, plus de 44% des médecins sont concentrés dans deux villes seulement, Rabat et Casablanca.

Neuf Marocains sur dix n'ont pas de couverture médicale ou sociale. La mortalité infantile est supérieure à 22%, avec un taux brut de mortalité de plus de 6,5%. Les chiffres officiels indiquent 230 cas de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes et un gynécologue pour 15 000 femmes.

Le Maroc dépense moins de 600 dirhams marocains (51 dollars US) par habitant et par an au titre des soins de santé, ce qui représente environ 4,5% du PIB en 1997-98. Les ménages couvrent directement 54%, les fonds publics 26% et l'assurance maladie ne paie que 16%. Le secteur public dispose de 110 hôpitaux (25.000 lits) pour 28 millions d'habitants, avec 46 médecins pour 100.000 habitants et 2 000 centres de santé et services de consultations externes.

## Neuf femmes rurales sur dix sont analphabètes

L'indice officiel de scolarisation des enfants âgés de 6 à 11 ans a atteint 85% en 2000-2001, contre 80% en 1999-2000. L'amélioration a été particulièrement importante en milieu rural où le taux de scolarisation s'est accru de 69,4% à 76,7%.

Le nombre de filles inscrites dans l'enseignement primaire a augmenté de 6,6% en 2000-2001, par rapport à l'année précédente. Cette augmentation était surtout en faveur du milieu rural où le nombre de filles scolarisées a augmenté de 10,3%. Il convient de souligner que les centres de ressources associatifs ont reçu 34.550 enfants âgés de 8 à 16 ans en 2000, dans le cadre de l'enseignement informel, avec seulement 744 personnes ressources.

Selon un rapport national sur la situation des enfants au Maroc (mai 2000), 2,2 millions d'enfants de 8 à 16 ans ne sont pas scolarisés; parmi eux, 237 000 vivent dans les rues et 550 693 travaillent dans des conditions inhumaines. Une étude récente réalisée par le ministère du Plan révèle que rien qu'à Casablanca, il y a plus de 28 000 jeunes femmes de moins de 18 ans qui travaillent.

Soixante sept pour cent de la population féminine est illettrée et 90% de cette population féminine illettrée vit en milieu rural. A l'orée de ce troisième millénaire, neuf femmes rurales sur dix ne savent ni lire, ni écrire.

## Dépenses publiques

Les dépenses projetées dans le budget global 2002, d'un montant total de 142 075 millions de dirhams marocains (12.242 millions de dollars US)<sup>2</sup> se répartissent comme suit: dépenses de fonctionnement, 75.442 millions de dirhams (6,5 milliards de dollars US); dépenses d'investissement, 19.925 millions de dirhams (1,7 milliards de USD); dépenses au titre de la dette remboursable et de la dette flottante, 46.708 millions de dirhams (4.025 millions de dollars US).

Les coûts de personnel s'établissent à 51 163 millions de dirhams (4,4 milliards de dollars US) ou environ 68% des dépenses de fonctionnement. Parmi la pléthore d'employés de l'Etat, de nombreux hauts responsables cumulent des postes et par conséquent amassent de multiples rémunérations, bien que cette pratique soit illégale. Il y a un écart considérable entre les salaires des responsables de bas niveau (inférieurs au salaire minimum interprofessionnel de croissance en France) et les salaires exorbitants amassés par les hauts fonctionnaires de l'Etat.

Le montant des dépenses d'investissement est dérisoire et indique un retrait de la participation de l'Etat au développement économique.<sup>3</sup> Le Fonds Hassan II pour le développement économique et social, les fonds spéciaux du trésor, les coopératives locales et les entreprises et institutions publiques contribuent à atténuer l'insuffisance de l'investissement.

Les dépenses au titre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur sont relativement stagnantes, malgré l'augmentation rapide des besoins dans ce domaine. Ce qui est encore plus grave, c'est que les dépenses au titre de la santé ont connu une baisse régulière, avec des effets négatifs sur la santé des populations marocaines.

Paradoxalement, les dépenses destinées à la sécurité, c'est-à-dire affectées au ministère de l'Intérieur, ont considérablement augmenté: 8% du budget national en 2002, contre 7% en 2001. En 2002, le budget de ce ministère est le double de celui du ministère de l'Enseignement Supérieur (4% du budget national) et pratiquement le double de celui du ministère de la Santé (5% du budget national).

Pour restructurer les dépenses publiques, les mesures suivantes sont suggérées:

- réduire les écarts entre les hauts salaires et les bas salaires;
- éviter ou interdire les cumuls de postes;
- limiter les dépenses improductives telles que l'achat de voitures de luxe et la construction d'immenses bâtiments pour l'administration publique;
- renforcer le contrôle des entreprises publiques;
- réduire les dépenses au titre de la sécurité et de la défense;
- réduire les dépenses pour les cérémonies et les réceptions officielles;
- orienter l'investissement public vers les infrastructures de base (électricité, eau potable, éducation, santé, logement et autoroutes).

2 Toutes les conversions sont arrondies au taux de 11,604 dirhams marocains = 1 dollar US (31 décembre 2001).

3 Les dépenses d'investissement ont chuté de 21 695,3 millions de dirhams à 19 925 millions de dirhams, soit un écart de -8,16%.

1 Région de Casablanca et banlieue. Bureau de l'Aménagement du Territoire, Ministère de l'Aménagement du Territoire, 1999.

## Recettes publiques

Les recettes publiques totales prévues pour 2002 sont de 136 milliards de dirhams (11,73 milliards de dollars US), soit 3,2% de moins qu'en 2001. Ce fléchissement est surtout dû à la baisse des revenus de la privatisation qui sont essentiellement sous forme de taxes et de tarifs douaniers, et s'élève à 79.734 millions de dirhams (6.870 millions de dollars US), environ 58% des recettes totales.

Les recettes douanières sont négativement affectées en raison de la réorganisation douanière, conformément à l'accord d'association avec l'Union européenne entré en vigueur en mars 2000, mais aussi en raison de la contrebande, tolérée par les autorités publiques, entre le Maroc et les bastions occupés par l'Espagne. Cette contrebande entraîne des pertes de capitaux d'environ 7,5 milliards de dirhams par an, bien qu'il soit difficile d'évaluer les pertes en raison de la corruption et de la fraude.

La privatisation qui, dans de nombreux cas, est une sorte de «vente», est menée avec des objectifs à court terme et vise essentiellement à équilibrer les finances publiques. On n'a à aucun moment cherché à améliorer la gestion de certains secteurs économiques en leur faisant observer les règles, mécanismes et lois du marché.

## Capacité de mobilisation de l'épargne

Actuellement, le tissu économique du Maroc comprend essentiellement des entreprises familiales qui ne sont pas gérées de manière rationnelle et ne constituent pas un terrain fertile pour le développement de l'épargne. L'ouverture de l'économie expose les entreprises marocaines - qui sont habituées à un système de protection et de privilèges, surtout en matière fiscale - à des risques réels et nombreux.

L'épargne est liée au degré de confiance dans les institutions gouvernementales. Une fuite massive de capitaux vers les banques étrangères est la preuve évidente d'un manque de confiance dans le gouvernement, en particulier de la part des hauts responsables gouvernementaux. Ce manque de confiance, aggravé par la corruption et les formalités bureaucratiques, provoque également une perte de capitaux étrangers.

## Déficit commercial et endettement public

Selon le rapport économique et financier du Projet de loi de finances, l'année 2000 a affiché une hausse de 35,2% du déficit commercial par rapport à 1999. Les recettes des exportations couvraient 64,5% des dépenses d'importation en 2000, soit une baisse par rapport aux 69,5% de 1999. Les transactions commerciales à l'étranger ont enregistré une augmentation de 11,8% en 2000, contre 7,3% en 1999. Toutefois, il convient de noter que le pouvoir d'achat est généralement très faible et que cela a une conséquence majeure sur le marché. Le fait que certaines régions ne disposent pas d'infrastructures (absence d'autoroutes, de ponts ou d'électricité) explique la pénétration limitée des capitaux commerciaux dans de nombreuses zones isolées.

Le service de la dette publique représente plus de 32% du total du budget général. Le rapport économique et social du Projet de loi de finances indique que la dette extérieure a été réduite de 6,6 milliards de dirhams (568,7 millions de dollars US) soit 3,7% entre 1999 et 2000. Le rapport de la dette extérieure globale au PIB s'est légèrement amélioré, passant de 51,3% en 1999 à 48,2% en 2000.

Selon l'agence d'évaluation financière Standard and Poor's, la dette marocaine et ses perspectives, classées «stables» lors de la précédente évaluation, sont passées à «négatives». Les classements concernant la dette du pays et, surtout, le classement concernant la dette en monnaie nationale (BBB/A-3<sup>4</sup>) et celle en devises, ont été maintenus. Cette perspective qui s'aggrave reflète la situation budgétaire du pays et les pressions sur les prix ainsi que sur la stabilité des taux de change. Le déficit budgétaire s'élevait à

9% du PIB en 2001 et devrait chuter à 6% en 2002, bien que selon Standard and Poor's, il pourrait ne pas atteindre cet objectif si la croissance ralentit.

Selon l'agence, la dette est restée stable (78% du PIB en 2001) dans la mesure où l'augmentation du déficit a été compensée par le revenu de la privatisation. Cependant, les opportunités de privatisation vont disparaître et les ajustements budgétaires seront difficiles dans l'avenir.

Selon le rapport de Standard and Poor's daté du 2 novembre 2001, le gouvernement doit réduire le déficit budgétaire, poursuivre son programme de réforme et améliorer les perspectives de croissance pour maintenir son classement.

## Mesures en faveur de la réduction et de l'annulation de la dette

La principale mesure positive adoptée a été la conversion de la dette en investissement.

Le problème de l'endettement est étroitement lié au désordre et aux détournements de fonds qui caractérisent la gestion des entreprises publiques ou semi-publiques (telles que la CNSS, la CNCA et le CIH<sup>5</sup>). Au lieu d'être investis dans l'économie, les prêts étaient détournés et sont devenus sources de richesses pour une classe sociale devenue parasitaire, sans aucun sens des affaires ou de l'innovation et que seule la consommation intéresse.

## Capitaux privés

L'investissement privé au Maroc se caractérise par un manque de confiance découlant de l'instabilité socio-politique et institutionnelle, ce qui explique en grande partie le manque d'investissements étrangers. A cela, il faudrait ajouter la complexité des formalités administratives, le manque de transparence des structures administratives et d'autres obstacles divers, parmi lesquels la corruption joue un rôle majeur. La fraude et l'évasion fiscale sont considérables.

## Conclusion

La situation actuelle, caractérisée par un manque d'engagement de la part du gouvernement, l'application de politiques néolibérales, la corruption systématique, le déni des droits citoyens des femmes, le détournement de fonds publics et l'impunité en matière de violation des droits humains, politiques, économiques et sociaux, est la conséquence de décisions politiques limitées et liées au maintien d'un équilibre macroéconomique.

Plus que jamais auparavant, cette situation pousse les parties prenantes politiques, économiques et sociales à rechercher des alternatives et à reconsidérer leurs stratégies de développement, dans le but de promouvoir l'équité et la justice sociale. Il est également impératif d'avoir une compréhension approfondie du rôle joué par les ONG marocaines dans le développement démocratique, au moment où la mondialisation contestable et contestée est la principale caractéristique de la société. ■

## Références

- Bulletin Economique et Social du Maroc. *Rapport Social 2001*, Publications IURS, Rabat.
- Rapport Economique et Financier, Projet de loi de finances 2002, publication du ministère de l'Economie et des Finances. Projet de Loi de finances No. 44-01, pour l'exercice budgétaire 2002.
- Note de présentation concernant le Projet de loi de finances No. 44-01.
- Rapport sur le Développement Humain 2001, PNUD.

Espace Associatif  
<espasso@iam.net.ma>

4 Un assureur classé 'BBB' a une capacité ADEQUATE à remplir ses engagements financiers. Cependant, dans des conditions économiques négatives ou des circonstances changeantes, il est plus probable que l'assureur ait moins de capacité à faire face à ses engagements financiers. Un assureur classé 'BB' est MOINS VULNERABLE dans le court terme que d'autres assureurs ayant un classement plus faible. Toutefois, l'assureur est confronté à des incertitudes majeures constantes et exposé à des conditions commerciales, financières ou économiques négatives qui pourraient réduire sa capacité à faire face à ses engagements financiers. Source: Standard and Poor's Rating Definitions. Cf. www.standardandpoors.com

5 Système de sécurité sociale obligatoire pour le secteur privé; Caisse nationale de crédit agricole; Crédit immobilier et hôtelier.